

Le secteur de l'éducation est un curseur révélateur de la situation des femmes dans un pays. Ainsi, par les taux plus faibles de scolarisation des filles dès l'enseignement moyen, on peut déceler les inégalités structurelles qui façonnent la société tchadienne : la priorité donnée au garçon, la croyance selon laquelle la place d'une femme et d'une jeune fille est à la maison, le mariage comme unique perspective des filles, un rôle social et économique réservé uniquement au garçon.

La situation globalement critique à l'échelle nationale devient alarmante dans certaines zones rurales. En effet, l'éloignement des grandes villes et des réseaux de communication, encourage la persistance de pratiques néfastes mais considérées comme normales et de fait, rarement questionnées même par les femmes elles-mêmes, qui représentent un vecteur de reproduction important des inégalités familiales et communautaires. L'urbanisation fait en effet partie du triptyque vertueux éducation-urbanisation-travail qui favorise l'autonomisation des femmes.

A ces inégalités structurelles se rajoutent de façon flagrante, les effets de l'insécurité qui touchent plus les filles que les garçons, davantage déscolarisées en zones troublées.

### **5. L'offre d'enseignement moyen**

Historiquement, l'enseignement moyen a été rattaché au secondaire et ce n'est que récemment que le secteur se lit en termes d'enseignement fondamental 1 et 2. On dénombre pour l'année scolaire, un total de 1 849 établissements d'enseignement moyen général tous statuts confondus dont 1 132 publics soit 61.2 % (116 communautaires et 1 016 officiels) et 717 privés, soit 38.8 %, au titre de l'année scolaire 2020-2021. En l'absence d'une carte éducative réellement stabilisée, les données sont à considérer avec précaution. Des études réalisées dans le cadre de la formulation de la présente action sur les données de l'annuaire officiel et celles disponibles au niveau des directions provinciales, mettent en évidence que le nombre de collèges publics officiels ne varie que très peu (sauf au Ouaddaï où il y aurait 27 collèges d'enseignement général (CEG) contre 26 enregistrés dans l'annuaire officiel). En revanche, de très fortes variations sont constatées sur les effectifs globaux, traduisant probablement une volatilité des établissements et/ou des données statistiques faiblement à jour.

Dans l'enseignement primaire, seules 47.8 % des salles de classes sont construites en dur ou semi dur avec un ratio de 105 élèves par classe (supérieur à la moyenne de 90 englobant les salles en banco ; en secko et en plein air) par rapport au standard national de 50 élèves par classe. L'ensemble des salles de classe en bon état s'élevait à 18 583 en 2017, soit 44.9 % de la totalité des salles de classes recensées (41 354 unités).

Dans l'enseignement moyen, la situation est pire encore. On constate des infrastructures et mobiliers inadaptés avec 42 % des classes en mauvais état et mal équipées. Les 928 **collèges publics** sont 3 fois plus nombreux que ceux communautaires, avec un équipement limité (1 latrine pour 133 élèves, 1 point d'eau pour 59 % des collèges et seulement une place assise pour 2.5 élèves dans les collèges publics). Dans ce contexte, les **collèges privés** sont en forte progression.

### **Identification des principales parties prenantes et des questions institutionnelles et/ou organisationnelles correspondantes (mandats, rôles potentiels et capacités) à couvrir par l'action :**

- **Le Ministère de l'éducation nationale et de la promotion civique (MENPC)** est la principale partie prenante, au travers de : 1) la Direction générale des enseignements et de la formation et 2) la Direction générale technique de la planification et des ressources. En plus des directions centrales, il existe quatre niveaux de services déconcentrés qui seront associés : 1) les académies de l'éducation nationale, 2) les délégations régionales communes, 3) les Inspections départementales de l'éducation nationale et de la promotion civique (IDENPC) et 4) les Inspections pédagogiques.
- Des ministères techniques clés seront aussi impliqués, dont 1) le Ministère de l'économie de la planification du développement et de la coopération internationale (MEPDCI) et 2) le Ministère de la femme, de la famille et de la protection de l'enfance. Les points focaux genre des différents ministères seront impliqués dans les activités afin de garantir l'intégration les enjeux d'égalité des sexes dans l'action.
- Les ONG et des acteurs privés clés seront également des parties prenantes. Les représentants des fédérations de parents d'élèves, des syndicats des enseignants et des associations défendant les droits des